



Face à la mobilisation contre la réforme de la voie pro, sous-traiter le dialogue social au privé et passer en catimini !

mercredi 4 janvier 2023, par [CGT educ'action](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Carole Grandjean a décidé d'esquiver l'absence des syndicats les plus représentatifs dans les groupes de travail nationaux, en confiant la réalisation de « focus group » à l'entreprise Stephenson Etudes spécialisée dans les études de consommation.

Dans ce cadre, des professeur·es de lycée professionnel sont invité·es à participer contre rémunération à une réunion pour recenser les moyens nécessaires pour atteindre « les 4 objectifs stratégiques de la réforme ». Donner la sous-traitance du dialogue social à une entreprise privée est inacceptable et traduit la faiblesse et la panique de la ministre déléguée devant le refus massif des personnels de cette réforme réactionnaire.

Dans le même esprit, pour pouvoir expérimenter à la rentrée 2023, la réforme Macron, des établissements ont été sélectionnés d'office sous couvert d'un accord en catimini avec les chef·fes d'établissement et quelques enseignant·es trié·es sur le volet. Là encore, il s'agit d'imposer, par l'expérimentation, une réforme que les personnels ont largement refusée lors des deux journées de mobilisation exceptionnelles du 18 octobre et du 17 novembre.

La CGT Educ'action n'est pas dupe de la volonté du gouvernement d'imposer la réforme de la voie professionnelle par la généralisation des expérimentations, comme pour le bac pro 3 ans. Ces stratagèmes artificiels symbolisent une volonté de contourner la contestation légitime de cette réforme qui s'exprimera encore dans le courant du mois de janvier.

[Retrouvez ici l'intégralité de notre communiqué national](#)

Et là, sur ce projet de réforme :

- [Nos analyses](#)
- [Des explications complémentaires de nos camarades au cœur des manif](#)
- [Que faire dans \(ou devant\) son établissement ? Les outils de la lutte](#)
- [La pétition intersyndicale, en attendant la prochaine manif !](#)